

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 24485

Numéro SIREN : 832 824 015

Nom ou dénomination : CHAMPION SPIRIT

Ce dépôt a été enregistré le 16/07/2018 sous le numéro de dépôt 73167



1820023602

DATE DEPOT :	2018-07-16
NUMERO DE DEPOT :	2018R073167
N° GESTION :	2017B24485
N° SIREN :	832824015
DENOMINATION :	CHAMPION SPIRIT
ADRESSE :	50 avenue Foch 75116 Paris
DATE D'ACTE :	2018/06/07
TYPE D'ACTE :	DECISION DU PRESIDENT
NATURE D'ACTE :	AUGMENTATION DE CAPITALMODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

CHAMPION SPIRIT
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 50, avenue Foch – 75116 Paris
832 824 015 RCS Paris
(la « Société »)

**PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 7 JUIN 2018**

L'an deux mil dix-huit,
Le sept juin,
A seize heures,
Au siège social,

Monsieur Abdoulaye FADIGA né le 29 septembre 1985 à Paris (75014), demeurant professionnellement au 50, avenue Foch -75116 Paris, de nationalité française,

Agissant en qualité de Président de la Société.

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

L'Associé Unique dans ses décisions du 24 mai 2018, a décidé :

- d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de soixante (60) euros, pour le porter de mille (1.000) euros à mille soixante (1.060) euros par création et émission de six (6) actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, et a fixé les conditions et modalités de cette augmentation de capital comme suit :

Ces actions nouvelles devaient être émises au pair, soit dix (10) euros par action.

Elles devaient être libérées en totalité lors de leur souscription.

Les actions souscrites pouvaient être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Le délai de souscription a été ouvert du 24 mai 2018 au 24 juin 2018 inclus.

Les actions nouvelles seraient créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Elles seraient complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

La souscription serait close par anticipation dès que toutes les actions auront été souscrites par le souscripteur auquel la présente augmentation de capital est réservée.



Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés à la banque CIC, Agence Paris Victor Hugo, situé 80, avenue Victor Hugo – 75116 Paris, qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du Code de commerce.

En cas de libération par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président établira un arrêté de compte.

- de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription des six (6) actions ordinaires nouvelles à émettre, au titre de l'augmentation de capital, à la personne ci-après :

La société BOUEE INVESTMENT LIMITED, société de droit Hong Kongais au capital de 10.000 dollars de Hong Kong, dont le siège social est situé Unit 1607 Dominion Centre, Queen's Road East Wanchi, Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 2312936,

- de conférer au Président tous pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation de capital dans un délai de dix-huit (18) mois et, à cette fin, recevoir les souscriptions et effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater les libérations par compensation, constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

A PRIS LA DECISION SUIVANTE :

DECISION UNIQUE

Connaissance prise (i) du procès-verbal des décisions de l'Associé Unique du 24 mai 2018, (ii) du bulletin de souscription aux six (6) actions ordinaires, (iii) du certificat du dépositaire des fonds établi par la banque CIC, Agence Paris Victor Hugo, situé 80, avenue Victor Hugo – 75116 Paris en date du 7 juin 2018,

Le Président,

- (i) constate la souscription par la société BOUEE INVESTMENT LIMITED aux six (6) actions ordinaires nouvelles par signature du bulletin de souscription qui lui a été remis à la suite des décisions de l'Associé Unique du 24 mai 2018 et la libération intégrale de la souscription y afférent ;
- (ii) clôture par anticipation la période de souscription à ces six (6) actions ;
- (iii) constate la réalisation définitive de l'augmentation du capital social de soixante (60) euros, lequel est ainsi porté de mille (1.000) euros à mille soixante (1.060) euros, par création et émission de six (6) actions d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, à la date du certificat du dépositaire soit le 7 juin 2018 ;
- (iv) décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

Article 6 - APPORTS

Il est ajouté *in fine* le paragraphe suivant :



« Suivant décisions de l'Associé Unique en date du 24 mai 2018 et décisions du Président en date du 7 juin 2018, le capital de la Société a été augmenté d'une somme de soixante (60) euros, pour être porté de mille (1.000) euros à mille soixante (1.060) euros, par la création de six (6) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, intégralement libérées lors de leur souscription. »

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le contenu de l'article est supprimé pour être remplacé comme suit :

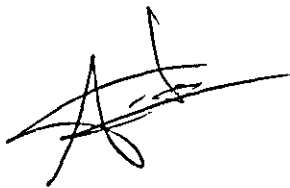
« Le capital social est fixé à la somme de mille soixante (1.060) euros.

Il est divisé en cent six (106) actions ordinaires d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune toutes de même catégorie, souscrites et libérées en intégralité. »

* * *

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

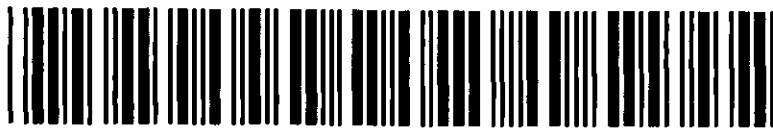


Le Président
Monsieur Abdoulaye FADIGA

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 12/06 2018 Dossier 2018 24615, référence 2018 A 09275
Enregistrement : 375 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze euros
L'Agent administratif des finances publiques

Nathalie ECKHARDT
Agent administratif
des finances publiques





1820023601

DATE DEPOT :	2018-07-16
NUMERO DE DEPOT :	2018R073167
N° GESTION :	2017B24485
N° SIREN :	832824015
DENOMINATION :	CHAMPION SPIRIT
ADRESSE :	50 avenue Foch 75116 Paris
DATE D'ACTE :	2018/05/24
TYPE D'ACTE :	DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE
NATURE D'ACTE :	DECISION D'AUGMENTATION

DB 24/5/18 : EA -
DP 7/6/18 - AU NT

CHAMPION SPIRIT

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros

Siège social : 50, avenue Foch - 75116 Paris

832 824 015 RCS Paris

(la « Société »)

06. 7/6/18

173 2485

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 24 MAI 2018

Greffier du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :

16 JUL. 2018

Sous le N° :

L'an deux mille dix-huit,
Le vingt-quatre mai,
A neuf heures,

Monsieur Abdoulaye FADIGA, associé unique de la Société (l'« Associé Unique ») et Président, après avoir pris connaissance de son rapport de Président, et pris acte que ce document avait été tenu à disposition au siège social ;

A pris les décisions ci-après relatives à l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du président ;
- Augmentation du capital social de soixante (60) euros par la création de six (6) actions nouvelles de numéraire, conditions et modalités de l'émission ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés à l'augmentation de capital susvisée au profit de personnes dénommées ;
- Augmentation du capital social réservée aux salariés de la Société, en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce ; conditions et modalités de l'opération ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités ;
- Questions diverses.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique,

Après avoir pris connaissance du rapport du Président, constaté que le capital social était entièrement libéré et sous la condition suspensive de l'adoption de la deuxième décision relative à la suppression du droit préférentiel de souscription,

Décide, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de soixante (60) euros, pour le porter de mille (1.000) euros à mille soixante (1.060) euros, par création et émission de six (6) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, à libérer en numéraire.

Décide que :

- Les actions nouvelles seront émises au pair, soit dix (10) euros par action.
- Elles seront libérées intégralement lors de leur souscription.

- Les actions souscrites pourront être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.
- Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.
- Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.
- Les souscriptions seront reçues au siège social à compter de ce jour jusqu'au 24 juin 2018 inclus. Si à cette date, la totalité des souscriptions et versements n'a pas été recueillie, la décision d'augmentation du capital sera caduque.
- La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions auront été souscrites par le souscripteur auquel la présente augmentation de capital est réservée.
- Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés à la banque CIC, Agence Paris Victor Hugo, situé 80, avenue Victor Hugo – 75116 Paris, qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du Code de commerce.
- En cas de libération par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président établira un arrêté de compte.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président,

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription des six (6) actions à émettre, au titre de l'augmentation de capital décidée au terme de la première décision ci-avant, à la personne ci-après :

La société **BOUEE INVESTMENT LIMITED**, société de droit Hong Kongais au capital de 10.000 dollars de Hong Kong, dont le siège social est situé Unit 1607 Dominion Centre, Queen's Road East Wanchi, Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 2312936.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique, sous la condition suspensive de l'adoption des deux décisions précédentes,

Confère au Président tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation de capital dans un délai de dix-huit (18) mois et, notamment à cette fin, recevoir les souscriptions et effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater les libérations par compensation, constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.



QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, statuant en application des articles L.225-129-6 et L.225-138 du Code de commerce et des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail,

Décide, en l'absence de salariés, qu'il n'y a pas lieu d'adopter la décision suivante visant à mettre en œuvre une augmentation de capital réservée aux salariés :

- Autorisation donnée au Président, s'il le juge opportun, d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires dont la souscription sera réservée aux salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, dans le cadre d'un plan épargne entreprise ou d'un plan partenarial d'épargne salariale volontaire ;
- Suppression au profit des bénéficiaires de l'augmentation de capital éventuellement décidée en vertu de la présente autorisation, le droit préférentiel de souscription des associés aux actions qui seront émises ;
- Fixation à vingt-six (26) mois à compter de la présente décision de la durée de la validité de cette autorisation ;
- Limitation du montant nominal maximum de l'augmentation pouvant être réalisée par utilisation de la présente autorisation à 3% du montant du capital social atteint lors de la décision du Président réalisant cette augmentation ;
- Délégation de compétence au Président pour mettre en œuvre la présente autorisation, fixer le prix des actions à souscrire, prendre toutes les mesures et procéder à toutes les formalités nécessaires.

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

* * *

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique.



Monsieur Abdoulaye FADIGA
Président et Associé Unique



1820023603

DATE DEPOT : 2018-07-16

NUMERO DE DEPOT : 2018R073167

N° GESTION : 2017B24485

N° SIREN : 832824015

DENOMINATION : CHAMPION SPIRIT

ADRESSE : 50 avenue Foch 75116 Paris

DATE D'ACTE : 2018/06/07

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

CHAMPION SPIRIT

Société par actions simplifiée au capital de 1.060 euros

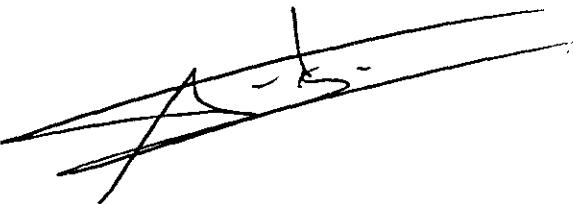
Siège social : 50, avenue Foch – 75116 Paris

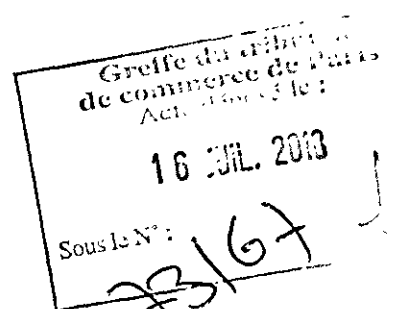
832 824 015 RCS Paris

(la « Société »)

1734685

STATUTS A JOUR AU 7 JUIN 2018


Certifiés conformes
Le Président



LE SOUSSIGNE :

Monsieur Abdoulaye FADIGA né le 29 septembre 1985 à Paris 14^{ème}, demeurant professionnellement au 50 avenue Foch -75116 Paris, de nationalité française, marié sous le régime de la communauté légale à Madame Mounia TADLAOUI le 18 mai 2014 à Neuilly sur seine.

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'il a convenu de constituer.

TITRE I **FORME – DENOMINATION – OBJET** **SIEGE - DUREE**

Article 1 – FORME ET DEFINITIONS

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées la présente société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les lois du 24 juillet 1966 et du 12 juillet 1999, codifiés dans le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

CHAMPION SPIRIT

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - OBJET

La Société a pour objet social en France et à l'étranger :

- L'Exploitation de salle de sport,
- Entraînement et accompagnement sportif, préparation physique et mentale, vente de produits et matériels s'y rapportant,
- Vente de complément alimentaire,
- Toutes prestations en matière de soins esthétiques, entretien corporel, conseils diététiques, vente de produits et accessoires de luxe s'y rapportant,
- Formation se rapportant à ces activités.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : 50 avenue Foch– 75116 PARIS

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département, ou d'un département limitrophe, par décision du Président qui est également habilité à modifier les statuts en conséquence, et en tout autre lieu par décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés ou par décision de l'associée unique.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés (s'ils sont plusieurs) ou convoquer l'associée unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

TITRE II APPORTS – CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - APPORTS

Le soussigné apporte à la Société une somme totale en numéraire de mille euros (1.000 €).

Une somme en numéraire de MILLE EUROS (1.000€), correspondant à 100 actions de numéraire de même catégorie, d'une valeur nominale de DIX EUROS (10€) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la banque au sein de laquelle les fonds ont été déposés pour le compte de la Société en formation.

Suivant décisions de l'associé unique en date du 24 mai 2018 et décisions du Président en date du 7 juin 2018, le capital de la Société a été augmenté d'une somme de soixante (60) euros, pour être porté de mille (1.000) euros à mille soixante (1.060) euros, par la création de six (6) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, intégralement libérées lors de leur souscription.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille soixante (1.060) euros.

Il est divisé en cent six (106) actions ordinaires d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune toutes de même catégorie, souscrites et libérées en intégralité.



Article 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

1°) Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

2°) Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

3°) En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la Loi.

4°) Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec demande d'avis de réception expédiée quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée.

5°) Lors de toute décision d'augmentation de capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières, donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

6°) La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

7°) La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

Article 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés », au choix du titulaire de titres.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement des actions, le droit de vote attaché aux actions appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire peut participer aux décisions collectives même celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

Article 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1°) Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit de vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

2°) Chaque action ouvre droit à répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, pour une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

3°) Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

4°) Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

5°) Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

6°) La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La possession d'une action donne droit aux dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf disposition contraires notifiées à la Société.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS – AGREMENT – EXCLUSION D'ASSOCIES

Définitions : Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :



a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Article 11 – CESSIONS ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1°) Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur production d'un ordre de virement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

2°) Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Elles peuvent toutefois faire l'objet d'un démembrement en usufruit et nue-propriété.

3°) Les actions peuvent également être données à bail au sens de l'article 1709 du Code civil, dans les formes et conditions prévues aux articles L.239-1 et suivants du Code de commerce.

4°) Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange ou d'attribution de titres donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 12- PREEMPTION

La cession d'actions de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de 15 jours de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai de 30 jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.



A l'expiration du délai de 30 jours, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par la Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les actions non préemptées pourront, sous réserve de l'agrément ci-après prévu, être librement céder au cessionnaire mentionné dans la notification.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

Article 13 – PROCEDURE D'AGREMENT

Les actions de la société ne peuvent être cédées à des tiers qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité simple des associés ; les cessions entre associés sont libres.

La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique ou s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le Président notifie cette demande d'agrément aux associés.

La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au point 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les Trente (30) jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.



Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

L'Expert ainsi désigné devra transmettre ses conclusions à tous les associés concomitamment, dans un délai de TRENTE (30) jours maximum à compter de sa désignation.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les transmissions d'actions, même à titre gratuit ou par voie de succession ou d'adjudication publiques en vertu d'une Ordonnance de Justice ou autrement.

Article 14 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

14.1 Exclusion de plein droit

Toute société associée qui ne remplirait plus les conditions exigées par la Loi pour être associée d'une Société par Actions Simplifiée en est exclue de plein droit.

L'exclusion de plein droit d'un associé intervient également en cas de survenance des événements suivants :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaire d'un associé ;
- refus d'un associé de voter lors d'une délibération dont l'issue serait déterminante pour la Société ;
- violation des dispositions relatives à la procédure d'agrément lors d'une cession des actions de la société;
- faits de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société.

14.2 Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts non susceptibles de fonder une exclusion de plein droit,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

14.3 Modalités de mise en œuvre de l'exclusion d'un associé

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.



14.4 Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- La notification à l'associé concerné de la mesure d'exclusion envisagée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés. Les motifs de cette mesure, ainsi que la date de la réunion au cours de laquelle cette exclusion sera mise en délibération devant figurer sur la notification. Cette notification devant également être adressée à tous les autres associés, ainsi convoqués pour en délibérer.
- La convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés, tenue au plus tard 8 jours avant la date de la mise en délibération de l'exclusion envisagée, afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments.

14.5 Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions.

Les autres associés de la société se verront proposer le rachat des actions de l'associé exclu par priorité. Si plusieurs associés sont intéressés par ce rachat, les actions de l'associé exclu seront réparties entre eux au prorata des actions qu'ils détiennent au sein du capital de la Société.

Dans l'hypothèse où aucun associé ne souhaiterait procéder au rachat des actions, elles pourront être proposées à un tiers, soumis à l'agrément des autres associés, conformément aux dispositions des présents statuts

La décision d'exclusion sera notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sur l'initiative du Président ou de l'associé le plus diligent en cas de décision d'exclusion à l'encontre du président.

14.6 Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les vingt (20) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 15 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles précédents des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.



TITRE IV
DIRECTION DE LA SOCIETE
CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 16 - PRESIDENCE DE LA SOCIETE

Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Le Premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président de la Société est ensuite désigné aux termes d'une délibération des associés statuant à la majorité requise pour les décisions ordinaires.

Lorsque le Président est une personne morale, elle doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président personne physique et le représentant permanent du Président personne morale ne peut être âgé de plus de 70 ans.

Durée des fonctions

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président ne peut être révoqué que pour juste motifs. Toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, ouvrira droit à indemnisation du Président. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révocable de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est, le cas échéant, fixée chaque année par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus, par les dispositions légales et les présents statuts, à l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la Société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-67 du Code du travail, exclusivement auprès du Président.

Article 17 – DIRECTEUR(S) GENERAL/(UX)

Désignation

L'associé unique ou les associés peu(ven)t nommer, par décision de l'associé unique ou par décision collective statuant dans les conditions des assemblées générales ordinaires, un ou plusieurs Directeur(s) Général (aux), personne(s) physique(s) ou morale(s), ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la Société. Le(s) Directeur(s) Général/(ux) peu(ven)t ou non être associé(s).

Lorsque le(s) Directeur(s) Général(ux) est/(sont) une ou des personne(s) morale(s), elle(s) doi(ven)t obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le(s) Directeur(s) Général(ux) ne peu(ven)t être âgé(s) de plus de 70 ans.

Durée des fonctions

Le mandat du/des Directeur(s) Général(ux) peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, son/leur mandat est renouvelable sans limitation.

Le(s) Directeur(s) général(ux) est/sont révocable(s) par décision collective statuant dans les conditions des assemblées générales ordinaires.

En cas de décès, empêchement ou démission du Président, le(s) Directeur(s) Général/(ux) en fonction conserve(nt) ses/leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le(s) Directeur(s) Général/(ux) ne peu(ven)t être révoqué(s) que pour juste motifs. Toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, ouvrira droit à indemnisation du/des Directeur(s) Général/(ux).

Par exception aux dispositions qui précèdent, le(s) Directeur(s) Général/(ux) est/sont révocable(s) de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du/des Directeur(s) Général/(ux) personne(s) morale(s);
- exclusion du/des Directeur(s) Général/(ux) associé(s) ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du/des Directeur(s) Général/(ux) personne(s) physique(s).

Rémunération

La rémunération du/des Directeur(s) général/(ux) est fixée, le cas échéant, dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son/leur contrat de travail. La fixation et la modification de la rémunération du/des Directeur(s) Général/(ux) constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 17 des statuts.



Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le(s) Directeur(s) général/(ux) dispose(nt) des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du/des Directeur(s) Général/(ux) qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Article 18- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

1. Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président ou doit être portée à la connaissance du Commissaire aux comptes s'il en existe un, dans le mois de sa conclusion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et être approuvée par la collectivité des associés dans les conditions de l'article 25 des présents statuts.

Le Président ou le Commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, présente à l'associé unique ou à la collectivité des associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique ou les associés concernés au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice, aux conditions des décisions collectives ordinaires, l'associé intéressé participant au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

2. Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Président ou au Commissaire aux comptes par le Président dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

3. Les interdictions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants sociaux.

Article 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent être nommés, par l'associé unique ou la collectivité des associés, dans les conditions prévues par l'article L 227-9 -1 du Code de Commerce et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.



TITRE V DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 20 - FORME DES DÉCISIONS

Les décisions de l'associé unique, s'il n'en existe qu'un, ou des associés sont, au choix du président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents.

Article 21 - CONVOCATION ET RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les assemblées générales sont convoquées par le président, un ou plusieurs associés détenant plus d'un tiers du capital peuvent également procéder à la convocation.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite huit jours avant la date de l'assemblée par lettre simple ou recommandée, ou encore par courriel ou télécopie adressée à chaque associé.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 22 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 23 - ADMISSION AUX ASSEMBLÉES - POUVOIRS

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

Le représentant de la personne morale associé devra justifier de ses pouvoirs à l'occasion de l'assemblée générale.

Article 24 - TENUE DE L'ASSEMBLÉE - BUREAU - PROCÈS-VERBAUX

Une feuille de présence est émise par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le président ou, en son absence, par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le président.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Lorsque la société ne compte qu'un seul associé les pouvoirs revenant aux assemblées générales lui sont dévolus et sont retranscrites dans les registres de la société.

Article 25 - QUORUM - VOTE

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

Chaque action donne droit à une voix

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

Article 26 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est appelée à prendre toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'assemblée générale ordinaire est réunie en outre au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Quorum :

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Majorité :

Elle statue à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois les décisions ayant trait aux affectations de résultats en général, et aux distributions de bénéfices ou de réserves en particulier, sont adoptées à la majorité simple des associés.

Article 27 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Quorum :

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, deux tiers et, sur deuxième convocation, la moitié des actions.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Majorité :

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (article L. 225-130 alinéa 2 du Code de commerce),
- la prorogation de la Société,
- la dissolution de la Société,
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme,
- révocation du Président et du ou des Directeur(s) Général(ux) de la Société.

En outre, les clauses statutaires relatives à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un associé ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés, conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce.

Article 28 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 29 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.



A titre exceptionnel, le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 2018.

Article 30 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 31 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont normalement prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites au poste report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.



Article 32 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des associés aucune restitution de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en restitution est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL **TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Article 33 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, à moins que dans ce délai les capitaux propres aient été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 34 - TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les associés les bilans de ses deux premiers exercices.

Cette décision de transformation devra faire l'objet d'une décision unanime des associés.

La décision de transformation est prise sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 35 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VIII - CONTESTATIONS

Article 36 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

